



# DISTRIBUER DES CHÈQUES N'EST PAS UNE SOLUTION

Le gouvernement est envahi de demandes de «chèques» sollicités par divers groupes qui justifient, à tort, ou le plus souvent, à raison, de besoins dont ils demandent qu'ils soient comblés.

Cette méthode consistant à distribuer des chèques est particulièrement coûteuse, surtout lorsque ceux-ci sont accordés de manière pratiquement sans limite, à presque tout le monde.

La méthode a été initiée lors de la crise du Covid. En prenant des mesures, qui paraissent aujourd'hui bien inutiles, de lockdown et en empêchant les gens de travailler, le gouvernement a causé d'immenses dommages économiques dont ont été victimes de nombreuses entreprises, et aussi des personnes qui travaillaient pour elles.

Rappelons encore une fois que ce n'est pas le Covid qui a détruit l'économie, mais bien les gouvernements qui ont causé la fermeture d'une bonne partie de celle-ci.

Le gouvernement a alors accordé de prétendues «aides» destinées à compenser très partiellement, les dommages qu'il a causés à ces nombreuses victimes. Le mot «aides» est évidemment impropre, puisqu'il s'agissait en réalité d'assumer

une partie de la responsabilité qu'il a engagée en prenant des mesures d'interdiction de travail.

Mais, à force de qualifier, de manière très démagogique, ces indemnités d'«aides», le gouvernement a fini par être cru par un certain nombre de personnes.

D'où l'opinion, de plus en plus répandue, qu'il suffit d'avoir un besoin pour demander au gouvernement de le combler.

On le voit aujourd'hui quand on constate que, malgré la situation catastrophique du budget, le gouvernement continue à accorder d'autres «chèques», pour couvrir, tantôt, l'augmentation des frais de chauffage, tantôt ceux de carburant pour l'automobile, voire encore, dans certaines «régions», l'indexation des loyers.

Tout cela ne fait qu'augmenter encore les dépenses publiques, et ce en distribuant de l'argent que le gouvernement n'a pas.

La catastrophe budgétaire paraît malheureusement inéluctable, et le système de distribution des chèques est un facteur supplémentaire de détérioration des finances des pouvoirs publics.

## ME TYPHANIE AFSCHRIFT

Avocate spécialisée en droit fiscal (Afschrift Tax and Legal)  
Co-présidente de l'Ecofin Tax Club LU/INTL

